

Revenir à l'essentiel

**Camille Robert, doctorante au département d'histoire,
Université du Québec à Montréal**

**Martin Petitclerc, professeur au département d'histoire,
Université du Québec à Montréal**

Les informations les plus inquiétantes se succèdent depuis quelques semaines au sujet de l'écllosion de foyers de contamination à la COVID-19 dans plusieurs établissements de santé et de services sociaux. La semaine dernière, les résidents du CHSLD privé Herron ont notamment été laissés à eux-mêmes dans des circonstances dramatiques. La situation dans cet établissement n'est pas aussi exceptionnelle qu'on voudrait le croire. Comme l'a souligné Marie-André Chouinard du Devoir, « des petits Herron se cachent partout au Québec ».

S'il faut se féliciter de l'attention portée actuellement sur les personnes âgées et sur les « anges gardiens » qui les soignent dans des situations souvent pénibles, il faut également prendre la mesure des processus de plus longue durée qui ont mené à cette situation. Car la crise actuelle, provoquée par la propagation de la COVID-19, est un puissant révélateur des impasses d'un modèle de gestion et de développement économique qui mène à une dévalorisation des métiers de soins et des services publics.

Rappelons brièvement que la crise économique de 2008, comme la plupart de celles qui l'ont précédée, a été suivie d'importantes compressions budgétaires dans les services à la population au nom du « retour à la croissance et à l'équilibre budgétaire ». Ces années d'austérité ont ainsi contribué à précariser davantage les personnes les plus vulnérables de la société, tout en épuisant les travailleurs, et surtout les travailleuses, œuvrant dans le secteur des services dont on découvre soudainement la dimension « essentielle » en contexte de pandémie.

Pourtant, le sous-financement chronique des services publics est connu depuis de très nombreuses années. Pas étonnant alors que ces services résistent mal lorsque l'urgence, la vraie, se présente à nous. C'est d'ailleurs principalement pour cette raison que la stratégie gouvernementale, ici comme ailleurs, a été d'« aplanir la courbe » afin de permettre aux services hospitaliers, débordés en temps normal, de soigner les malades du virus. Or, afin de faire une place à ces nouveaux malades, plusieurs patients ont justement été transférés dans un réseau de CHSLD en perpétuelle crise.

La pénurie de personnel et le « manque d'attractivité » du secteur des soins, évoqués par le premier ministre François Legault, nous renvoient aux conséquences d'une gestion néolibérale des services publics mise de l'avant par tous les partis qui se sont succédé au pouvoir depuis

une quarantaine d'années. À cet égard, la nécessaire mobilisation des travailleuses et des travailleurs par l'appel aux « services essentiels » ne manque pas d'ironie.

En effet, depuis quelques décennies, cette notion a fréquemment été utilisée par les gouvernements afin de contraindre les syndiqués à travailler en temps de grève – bien souvent en effectifs plus nombreux qu'en temps normal. Or, ces conflits de travail visaient justement à dénoncer les impacts néfastes, pour les usagers et les travailleuses, de l'exceptionnalisme permanent qui règne dans les services publics, en particulier dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Il est bien difficile de prédire de quoi l'avenir sera fait. À court terme, les efforts doivent être consacrés aux soins aux malades et au soutien aux résidents et au personnel des CHSLD. À plus long terme, il faudra nécessairement réfléchir aux leçons qui se dégagent de cette crise qui ne peut être réduite à une simple parenthèse dans le déroulement « normal » des choses. Il semble qu'elle devrait à tout le moins nous inviter à rejeter l'exceptionnalisme permanent qui a été érigé en principe de gouvernance des services publics « en temps normal ».

Plusieurs commentateurs ont déjà souligné la nouveauté que représente la nécessité de « geler » l'économie le temps que nous puissions soigner et protéger les personnes plus vulnérables. La crise actuelle a en outre ceci d'inédit qu'elle nous oblige à repenser ce que nous considérons comme étant « essentiel ». Le travail rémunéré au salaire minimum ou même gratuit – pensons aux bénévoles dans les banques alimentaires ou aux proches aidants – apparaît désormais plus important, pour notre survie, que plusieurs emplois parmi les plus prestigieux des économies capitalistes.

Il ne suffit pas d'être reconnaissants, durant quelques semaines, à l'égard des travailleuses et travailleurs essentiels qui s'activent dans les établissements de santé, les pharmacies, les épiceries, les services communautaires ou la livraison à domicile. Cette reconnaissance devrait également se prolonger au-delà de la crise et servir de socle pour leur accorder de meilleurs salaires et conditions de travail. Dans le cas du personnel soignant en particulier, leurs nombreux cris d'alarme sur l'état du réseau devraient être davantage pris au sérieux.

Si les effets dévastateurs de la pandémie sont indéniables, l'intervention actuelle des gouvernements auprès des groupes les plus vulnérables – prestations d'urgence, ressources d'hébergement, bonification des salaires –, tout comme les nombreuses initiatives d'entraide provenant de diverses communautés, nous offrent un aperçu de ce qu'il serait possible d'accomplir si nous nous en donnions réellement les moyens.